

Carte blanche RTL radio du 14 octobre 2016

Michel Maquil, Président de InFiNe.lu

Version française

Lorsque, contre toute attente, les électeurs britanniques se sont exprimés en faveur du Brexit le 23 juin dernier, le secteur financier mondial a également été pris au dépourvu. Personne ne s'attendait à une telle issue, et personne ne s'y était préparé.

De grandes banques et institutions financières internationales ont pris leurs quartiers dans la capitale britannique pour pouvoir profiter des nombreux atouts associés à cette place. Elles peuvent y développer leurs activités de manière optimale, tout en tirant parti des avantages du marché unique européen pour offrir leurs services à des clients d'autres pays européens. C'est ainsi qu'au cours des dernières décennies Londres a pu s'ériger en place financière d'envergure mondiale.

En raison du Brexit, ce modèle commercial doit à présent être repensé et adapté à court terme à la nouvelle réalité. Comme d'aucuns s'attendent à des négociations interminables et fastidieuses sur un accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'UE, une longue période d'incertitude précédera vraisemblablement la mise en place du nouveau cadre.

N'oublions pas que le Brexit vient s'ajouter à un contexte déjà particulièrement morose qui pèse sur le secteur financier européen et que ce dernier ressent toujours les effets de la crise financière de 2008, comme le reflètent les faibles taux de rentabilité d'un grand nombre de banques et d'institutions financières. Ainsi, toute une série d'institutions en Europe n'ont pas encore procédé aux restructurations dont elles ont si désespérément besoin.

Il ne fait aucun doute que plusieurs places financières dans d'autres pays de l'UE espèrent, à juste titre, pouvoir hériter d'activités actuellement basées à Londres, mais un tel scénario exige beaucoup d'efforts de la part de ces institutions et se fait nécessairement au détriment d'autres activités.

Les institutions financières sont dans l'obligation de restructurer leurs activités assez rapidement, ce qui génèrera une hausse des coûts et risquera d'avoir de nouvelles répercussions négatives sur leur rentabilité, du moins à court terme.

Par contraste, les avantages que les autres places financières sont susceptibles d'apporter à travers l'implantation de nouvelles activités ne pèseront pas nécessairement dans la balance, au vu du coût considérable que représente déjà le Brexit.

Dans ce contexte, l'ensemble des acteurs de la finance inclusive doivent développer des stratégies d'avenir. Il faut reconnaître qu'au cours des dernières années, la finance inclusive a bénéficié d'un important soutien de la part de plusieurs institutions financières et que de nombreux investissements ont été réalisés dans ce secteur. Le danger, à présent, c'est qu'avec tous ces efforts pour contrecarrer les conséquences négatives du Brexit, la finance inclusive ne soit délaissée et qu'on ne lui accorde plus la priorité dont elle bénéficie actuellement.

Tous les acteurs doivent en avoir conscience et se préparer à un tel scénario. Des efforts doivent être déployés sur tous les fronts pour que la finance inclusive puisse continuer à revêtir la même importance qu'au cours des dernières années. La finance inclusive constitue un moyen incontournable pour vaincre la pauvreté.